# RAPPORT ANNUEL 2021 - 2022

*En solidarité avec les défenseures et défenseurs des droits humains depuis 1992.*

PROJET ACCOMPAGNEMENT
QUÉBEC-GUATEMALA

# NOTRE ÉQUIPE

**PERSONNEL DU PAQG**

Oscar Benavides Calvachi
Coordination générale  - (jusqu'en mai 2022)

Amélie Prévost
Adjointe à l'administration - (à partir de mai 2022)

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Laurence Ouellet-Boivin
Présidente

Annie Pelletier
Trésorière

Amélie Prévost
Secrétaire (jusqu'en mai 2022)

Étienne Roy Grégoire
Administrateur

Charlotte Volet
Administratrice

Amaïa Naureils
Administratrice

# TABLE DES MATIÈRES

I. MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 4

II. MISSION DU PAQG 5

III. CONJONCTURE AU GUATEMALA 6

IV. INCIDENCE POLITIQUE 8

V. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION, DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION AU QUÉBEC ET AU CANADA 12

VI. ACCOMPAGNEMENT ET VIE DÉMOCRATIQUE D'ACOGUATE 17

VII. RETOUR SUR LES DÉFIS INTERNES DE L'ORGANISATION 22

BILAN FINANCIER 2021 – 2022 23

IMPLIQUEZ-VOUS! 25

REMERCIEMENTS 26

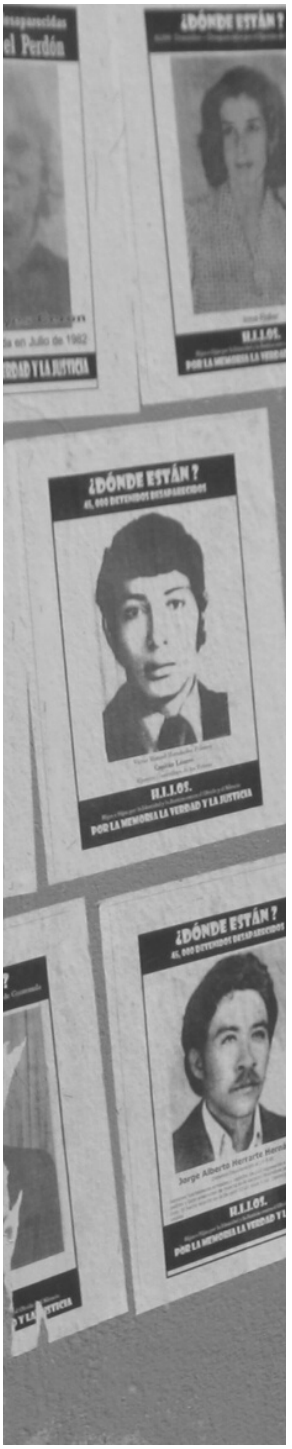
# ABBRÉVIATIONS

| | |
|---|---|
| Affaires mondiales Canada | AMC |
| Association des proches des détenus disparus du Guatemala | FAMDEGUA |
| Associations et Communautés pour le Développement intégral du Peuple Ch'orti' | COMUNDICH |
| Association québécoise d'organismes de coopération internationale | AQOCI |
| Centre international de solidarité ouvrière | CISO |
| Comité pour les droits humains en Amérique latine | CDHAL |
| Forum d'organisations non gouvernementales internationales au Guatemala | FONGI |
| Groupe d'orientation politique pour les Amériques | GOPA |
| Journées québécoises de la solidarité internationale | JQSI |
| Ministère des Relations internationales et de la francophonie | MRIF |
| Projet d'accompagnement international au Guatemala | ACOGUATE |
| Projet Accompagnement Québec-Guatemala | PAQG |
| Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises | RCRCE |
| Unité de protection des défenseures et défenseurs de droits humains au Guatemala | UDEFEGUA |
| Université du Québec à Montréal | UQAM |

# I. MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Très cher·ères membres, partenaires et bénévoles,**

Le conseil d'administration est ravi de vous présenter les réalisations du Projet Accompagnement Québec-Guatemala pour la période 2021-2022.
Fidèle à son habitude, le PAQG fait preuve de résilience face à des obstacles multiples à l'accompagnement des défenseur·es des droits de la personne au Guatemala. Les activités ont pu être réalisées malgré les nombreuses incertitudes survenues au cours de l'année. C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que nous envisageons les futures réalisations et surtout les nouvelles orientations que prendra le projet.




Le conseil d'administration, composé majoritairement par des ancien·nes employé·es ou accompagnateur·trices et de personnes ayant à cœur la mission de l'organisme et la promotion et protection des droits humains, s'est dévoué dans son rôle de gouvernance et de prise de décision. Ils a cherché à assurer le bien-être et les intérêts de ses employé·es et ceux de l'organisme durant cette année remplie de défis et d'incertitudes.

L'une des principales contraintes pour le développement des activités, particulièrement au Guatemala, est le processus de criminalisation à l'encontre de notre partenaire ACOGUATE.  De plus, la pandémie de la COVID-19 a continué à affecter les activités de recrutement et le déploiement des accompagnateur·trices et, par conséquent, freiné l'accompagnement physique.

L'engagement de nos membres demeure essentiel pour la continuité des actions du PAQG. Nous profitons de ce rapport pour faire un appel à la mobilisation et à la participation à la vie démocratique et au conseil d'administration. C'est de cette manière qu'il sera possible de garantir la relève. Nous vous tiendrons donc informés des dates de tenue des réunions, et ceux·celles qui souhaitent participer seront accueillies avec enthousiasme. ***Le PAQG a besoin de vous*** !

Les membres du CA.

# II. MISSION DU PAQG

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) est un organisme de solidarité basé sur l'engagement bénévole envers les droits de la personne. Sa mission consiste à améliorer le développement moral et éthique de la communauté en favorisant le respect des droits humains garantis par la Charte internationale des droits de l'homme et par la Charte des droits et libertés de la personne, au Québec, au Canada et au Guatemala. Ainsi, le travail du PAQG se décline en deux axes principaux ; 1) l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et 2) l'accompagnement international (AI) qui inclut l'accompagnement physique, l'accompagnement politique, la communication et diffusion de l'information et le renforcement des capacités.

Au Québec, les activités d'éducation, de sensibilisation et de mobilisation du public québécois représentent une grande partie des efforts de l'organisme, puisque le PAQG soutient la nécessité de conscientiser la population québécoise à la solidarité internationale et à l'action pour les droits, la justice et la paix ici autant qu'ailleurs. Aussi, l'organisme assure le recrutement, la sélection et la formation des accompagnateur·trices qui partent vers le Guatemala accompagner la société civile dans de multiples processus de défense des droits.

Au Guatemala, le PAQG travaille en collaboration étroite avec son partenaire local, ACOGUATE, une organisation formée de comités d'accompagnement provenant de cinq pays (Canada, Allemagne, France, Suisse et l'Autriche). L'accompagnement est un moyen d'action solidaire, non violent et non partisan. Il répond aux demandes formulées par les défenseur·es guatémaltèques des droits humains qui jugent pertinente la présence neutre et dissuasive d'observateur·trices internationaux.

Les mandats d'accompagnement au Guatemala et d'éducation au Québec sont à la fois complémentaires et indissociables. Les activités d'éducation et de sensibilisation permettent le recrutement d'accompagnateur·trices et de maintenir et de renouveler le réseau de sympathisant·es nécessaire aux actions d'appui aux défenseurs guatémaltèques. Ces relations « Nord-Sud » contribuent à solidifier les réseaux de solidarité à l'intérieur de la communauté internationale, à réaliser des campagnes d'éducation et, finalement, à fournir des informations de qualité sur les droits humains au Guatemala.

# III. CONJONCTURE AU GUATEMALA

*Malgré un ralentissement des activités et l'adaptation en continu à la situation pandémique, l'année 2021-2022 a été marquée par un panorama conjoncturel actif pour les personnes et les organisations œuvrant dans la défense et protection des droits humains. Notamment, la criminalisation des défenseur·es des droits de la personne au Guatemala est un indicateur clair d'une recrudescence des actions visant à entraver le travail dans ce domaine ainsi qu'à affaiblir leurs actions de résistance. Plusieurs autres enjeux suscitent également d'importantes préoccupations.*

***Augmentation des violences fondées sur le genre.*** Au cours de la période rapportée, le crime le plus courant commis au Guatemala a été les violences contre les femmes [1]. Le nombre de féminicides a presque doublé au Guatemala au cours des cinq premiers mois de 2022 par rapport à la même période en 2021 [2].

***Menaces à l'indépendance judiciaire et réduction des espaces démocratiques.*** Le congédiement de Juan Francisco Sandoval, procureur spécial contre l'impunité et chargé de nombreuses affaires de corruption à l'encontre d'anciens fonctionnaires, d'acteurs du monde des affaires et d'opérateurs de justice, a été fortement remis en question et même qualifié d'illégal. L'objectif serait de l'empêcher d'enquêter sur des proches de l'ancien président Jimmy Morales et de l'actuel président Alejandro Giammattei. Le 24 juillet 2021, le procureur Sandoval a dû quitter le pays par crainte d'éventuelles atteintes à son intégrité. Cela porte à sept le nombre de procureurs qui ont choisi de quitter le Guatemala face à d'éventuelles représailles de groupes puissants impliqués dans des affaires de corruption et d'opérateurs de la justice au service de la corruption [3].

***Situation de santé en lien avec la COVID-19.*** La pandémie et la contagion de la COVID-19 ont également affecté l'accès de la population aux droits sociaux, et en particulier au droit à la santé. Les tentatives limitées du gouvernement pour faire face à la crise sanitaire ont débouché sur des résultats médiocres en termes de vaccination et des taux élevés de contagion. En outre, le gouvernement a fait l'objet de graves allégations de corruption découlant de l'achat, pour des millions de dollars, de vaccins russes Sputnik et de faux tests COVID-19.

[1] Agence EFE, « Femicidios en Guatemala: 396 mujeres fueron asesinadas en ocho meses del 2021 », *Prensa Libre* (Ville de Guatemala), 14 septembre 2021.
[2] Agence EFE, « Los femicidios casi se duplican en Guatemala durante 2022 en relación a 2021 », Swissinfo, 13 juin 2022.
[3] Carolina Gamazo et Sofía Menchú, « Juan Francisco Sandoval y los 10 motivos de su salida de la FECI y de Guatemala », No-Ficción (Ville de Guatemala), 24 juillet 20221.

***Criminalisation.*** Depuis octobre 2021, le Projet d'accompagnement international au Guatemala (ACOGUATE), notre principal partenaire au Guatemala, fait face à une importante campagne de désinformation et de diffamation. À travers cette campagne, des stratégies de délégitimation de son travail par des voies pénales et administratives ont été mises en place, menant à un processus de criminalisation à son encontre en fin d'année 2021. Ces actions se produisent en réponse des autorités guatémaltèques à l'observation internationale de l'activité publique connue sous le nom de "Marche de la Dignité" qui a eu lieu le 12 octobre 2021 à la capitale.

***Répression de mouvements de protestation.*** Au cours du dernier trimestre de 2021, des incidents alarmants de répression des manifestations sociales ont eu lieu dans la municipalité maya Q'eqchi' d'El Estor, dans le département d'Izabal, à l'est du Guatemala. La communauté a commencé ses protestations à la fin octobre 2021, qui ont été violemment réprimées par les autorités. Par la suite, le gouvernement a adopté par décret un état de siège. Les mesures de couvre-feu et la militarisation croissante de la zone ont été critiquées par les communautés locales et les manifestant·es comme des tentatives de répression en réponse à leurs dénonciations sur la pollution de l'environnement causée par les activités minières [4].

***Réformes à la loi des ONG.*** Cette année, le décret 04-2020 et les réformes conséquentes de la Loi sur les organisations non gouvernementales [5] sont entrés en vigueur. Les nouveaux pouvoirs accordés au gouvernement lui permettent de radier une ONG, ou d'intervenir dans ses activités, pour des raisons qu'il estime d'ordre public. La nouvelle loi renforce également le contrôle financier et la surveillance des ONG. Une autre préoccupation est que la loi pourrait être utilisée « comme un instrument pour cibler et pénaliser des groupes et des dirigeants spécifiques de la société civile qui ne sont pas alignés sur les objectifs et les priorités des administrations actuelles et futures » [6].

[4] Elsa Coronado, « El conflicto minero en El Estor opaca la petición q'eqchi': que se les reconozcan sus tierras », *Plaza Pública*, (Ville de Guatemala), 2 novembre 2021.
[5] *Decreto número 4-2020 - Reformas a la ley de organizaciones no gubernamentales para el desarollo, decreto número 2-2003*, Congreso de la República, y al Código civil, decreto ley número 106 del jefe de gobierno.
[6] Adeline Hite et Adriana Beltrán, « Preguntas y respuestas: La nueva ley de ONG de Guatemala », WOLA, 19 mars 2020.

# IV. INCIDENCE POLITIQUE

La pandémie de la COVID-19 a entraîné des processus d'adaptation à de nouvelles réalités dans le travail des organisations sociales. Pour le PAQG, cela s'est traduit, entre autres, par une augmentation des actions virtuelles de solidarité avec les défenseur·es des droits de la personne au Guatemala et, en général, en Amérique latine.

Parfois, l'appui s'est traduit dans des actions de dénonciation et dans d'autres occasions, dans la célébration des petites ou grandes victoires obtenues dans le développement du travail pour la défense des droits de la personne. Le but de ce rapport n'est pas de mentionner toutes les actions menées, mais de partager les faits saillants de ce travail, qui est le plus souvent réalisé en collaboration avec d'autres organisations canadiennes ou internationales.

**Activités d'incidence politique en 2021**

➔ Le PAQG et plus de 70 organisations internationales ont exprimé leur inquiétude face aux réformes de la loi guatémaltèque sur les ONG et ses menaces au droit d'association. Effectivement, la réforme législative viole la liberté d'expression et d'association et crée un environnement hostile pour celles et ceux qui travaillent à la défense des droits de la personne.

➔ Une coalition d'organisations d'Amérique du Nord et d'Amérique centrale a remis une pétition avec plus de 1 300 signatures au Département d'État, au Département de la sécurité intérieure et au Congrès des États-Unis. La pétition demandait la fin des renvois des demandeurs d'asile du titre 42 et des expulsions pendant la pandémie, ainsi que l'abolition des politiques qui ont un impact disproportionné sur les migrant·es autochtones, de couleur et/ou d'ascendance africaine [7].

➔ Chapines en París por Guatemala, Collectif Guatemala, Km207GUATEMALA-SUISSE, et le PAQG ont rédigé un communiqué de presse exprimant une très grande préoccupation face à la destitution du procureur Juan Francisco Sandoval et son remplacement par María Consuelo Porras, Procureure générale du ministère public. Dans ces circonstances, la destitution de M. Sandoval est un coup porté à la lutte contre la corruption et l'impunité au Guatemala.

[7] NISGUA, *Press release: Organizations deliver petition calling for an end to Title 42 expulsions and protextions for Indigenous migrants*, en ligne.

*« LES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ AVEC LE GUATEMALA AU CANADA QUI SOUTIENNENT LES PROCESSUS DE JUSTICE POUR LES FAMILLES DES VICTIMES DE L'AFFAIRE DIARIO MILITAR ONT REJETÉ CE QU'ELLES CONSIDÈRENT COMME "DES MANŒUVRES DE LA PART D'OFFICIERS MILITAIRES À LA RETRAITE MAINTENANT ACCUSÉS DE CRIMES DE GUERRE POUR CONTINUER DANS L'IMPUNITÉ . » (NOTRE TRADUCTION)*

➔ Préparation et tenue d'une table ronde sur le cas du défenseur de l'environnement Mariano Abarca, assassiné en 2009, et la responsabilité du gouvernement guatémaltèque. En collaboration avec plusieurs organisations, le but de l'événement était de promouvoir une enquête judiciaire et politique sérieuse, dans laquelle le gouvernement canadien jouerait un rôle important par l'implication présumée de minières canadiennes (notamment la Blackfire company).

➔ Le PAQG a signé une lettre internationale visant à mettre fin au financement public des énergies fossiles. L'initiative est dirigée par Oil Change International et l'Institut international du développement durable dans le cadre de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP26) se déroulant au Royaume-Uni. Les parties visaient la publication d'une déclaration commune avec les gouvernements et les institutions financières publiques sur la fin du financement public des combustibles fossiles.

➔ Grâce à des actions de pression conjointes citoyennes et d'organisations, le PAQG a soutenu l'initiative visant à éviter la séparation du Juge Gálvez de l'affaire Diario Militar [8]. Cette stratégie de séparation était menée par l'armée nationale [9].

➔ Conjointement avec d'autres organisations internationales, le PAQG a demandé la cessation de la violence à l'égard du peuple Maya Q'eqchi dans le cadre du projet d'exploitation minière « Fenix » qui opère de manière illégale sur le territoire ancestral de ce peuple autochtone.

➔ Le PAQG s'est joint aux félicitations exprimées par plusieurs organisations internationales à la communauté de Mataquescuintla pour ses 11 années d'efforts de résistance pacifique déployés face aux attaques et actes diffamatoires subis dans le contexte du projet minier « Escobal » qui ont conduit finalement à la suspension du projet.

➔ Le PAQG et le GOPA ont participé à une rencontre virtuelle avec l'Honorable Sylvia Cesaratto, Directrice générale des relations avec l'Amérique centrale et les Caraïbes à Affaires mondiales Canada. Cette rencontre avait pour objectif d'analyser la situation et définir certains mécanismes d'action en lien avec la détérioration de la situation des droits humains et la criminalisation d'ACOGUATE. Le processus de suivi du dossier se poursuit.

International organizations demand the cessation of violence against the peaceful resistance of the Maya Q'eqchi people to the "Fénix" mining project

[8] Le Diario Militar est un catalogue troublant de 183 entrées contenant des photos, des partis politiques et des relations de travail de jeunes militants pour la plupart, ainsi que la date et le lieu de leur capture. Le code "300" à la fin des entrées signifie qu'ils ont été exécutés, bien que l'emplacement de leurs restes soit inconnu.
[9] « Militares no logran apartar al juez Gálvez del caso Diario Militar », *Prensa comunitaria* (Ville de Guatemala), 23 septembre 2021.

**Activités d'incidence politique en 2022**

➔Le PAQG a participé à la tenue d'une rencontre avec Michael Grant, Sous-ministre adjoint pour les Amériques à Affaires mondiales Canada (AMC), afin de discuter de la situation de l'impact des entreprises canadiennes à l'étranger et de la politique canadienne pour la garantie des droits humains en Mésoamérique. D'autres réunions avec le bureau de Mme Sylvia Cesaratto et l'équipe composée d'Hana Mihaldzic, Conseillère de la DG, Sébastien Sigouin, Directeur de l'Amérique Centrale et Kim Cowan, Directrice adjointe de l'Amérique Centrale ont eu lieu au cours du même mois. Il s'agissait d'un ensemble d'actions sectorisées, dans le cadre de l'observation des droits de la personne au Guatemala et en Mésoamérique. Le processus a été développé dans le cadre d'action du GOPA. Le PAQG a facilité la présentation du sujet Situation & criminalisation des défenseurs des droits humains et des peuples autochtones à l'ordre du jour de la réunion.

➔ L'équipe a également pris part à une à une rencontre, facilitée par le MRIF à travers l'équipe du bureau Amérique latine et Antilles, avec le consul général du Guatemala à Montréal, M. Nelson Rafael Olivero García, et son équipe dans le but de discuter sur les actions de solidarité internationale québécoise au Guatemala. Les échanges entre le consul et quelques organismes québécois ont permis d'illustrer comment se traduisent concrètement les liens de solidarité qui unissent le Québec et le Guatemala à travers les programmes du PAQG.

➔ Le PAQG s'est joint aux revendications de plusieurs organisations internationales qui ont condamné l'impunité à l'égard des faits survenus au Hogar Seguro, où 41 filles sont décédées dans un incendie, et sur lesquelles les enquêtes ne sont pas concluantes.

➔Par l'intermédiaire du RCRCE, une lettre a été envoyée afin de demander au gouvernement canadien de prioriser les demandes des communautés lésées par les activités des entreprises. Cette lettre demandait aussi sa participation active à la prochaine session du Groupe de travail intergouvernemental des Nations Unies sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales dans le domaine des droits de la personne (IGWG). Cette initiative vise à élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la thématique.

➔ Le PAQG s'est joint à une rencontre du GOPA avec l'Ambassadeur canadien au Guatemala, Rajani Alexander. Les objectifs principaux étaient de 1) suivre, partager et rapporter les expériences et analyses des membres et des partenaires sur les droits de l'homme et les questions de justice sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2) renforcer la capacité des membres à entreprendre des travaux politiques concernant la région, 3) participer collectivement aux réseaux internationaux pertinents et 4) dialoguer avec des responsables gouvernementaux et des décideurs et plaider en faveur de politiques visant à protéger les droits de la personne et à promouvoir la justice sociale et environnementale dans les Amériques.

➔ Le PAQG a pris part à la poursuite du processus en solidarité avec les communautés d'Amérique latine touchées par la société minière Pan American Silver, basée en Colombie-Britannique [10]. Le PAQG a été invité à se joindre à un appel de solidarité internationale, avant l'assemblée annuelle des actionnaires de Pan American Silver. Il s'agissait d'une réunion à huis clos au cours de laquelle des mises à jour ont été entendues par des membres des communautés argentine et guatémaltèque qui se réuniront au Guatemala pour le premier Sommet des communautés touchées par la Pan American Silver.

➔ Finalement, l'équipe a pris part aux actions de solidarités avec Bernardo Caal Xol. Grâce au lobbying de la communauté internationale, au travail des avocats et à l'attitude toujours positive et résiliente de Bernardo, il a finalement été libéré par une remise de peine octroyée par décision judiciaire du 24 mars 2022, ce qui est un motif de grande joie pour lui, sa famille, ses amis et tout le réseau de solidarité internationale.

[[10] En 2021, le PAQG avait soutenu le webinaire "Canada's Toxic Legacy: Pan American Silver and Billionaire Miner Ross Beaty in Latin America".

# V. ACTIVITÉS D'ÉDUCATION, DE SENSIBILISATION ET D'INFORMATION AU QUÉBEC ET AU CANADA

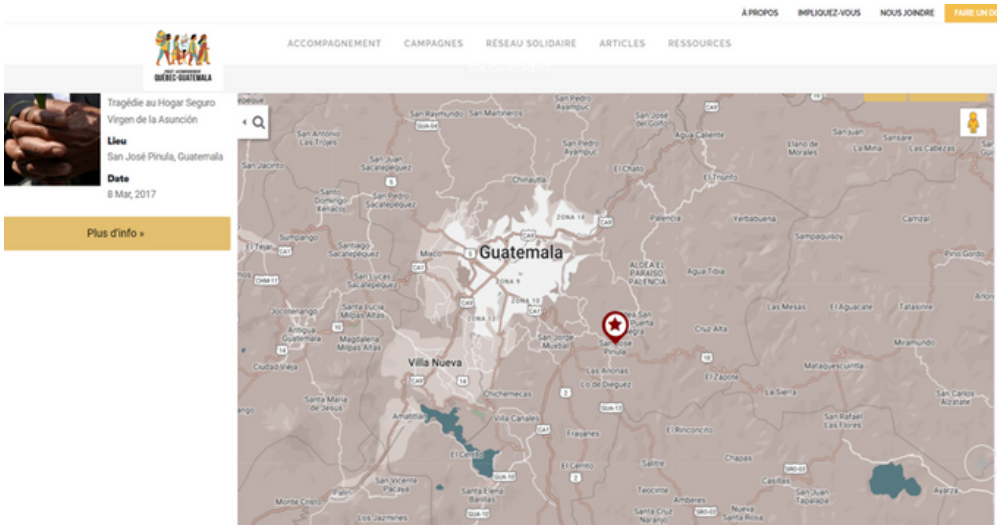
## Articles et publications

Le site web du PAQG a été mis à jour pour permettre une diffusion plus agile et interactive de l'information. La création d'une section pour partager des articles sur les réalités sociopolitiques au Guatemala, ainsi que la possibilité de diffuser, sur le site https://paqg.org/, des informations d'autres régions sur des sujets d'intérêt pour la mission PAQG, a été réalisée.

## Sensibilisation sur des enjeux de droits humains

➔ *CARTE INTERACTIVE DES DROITS HUMAINS*

Le PAQG est heureux d'avoir réalisé la mise en place de sa carte interactive des droits humains au Guatemala. Cet outil servira plusieurs objectifs. D'abord, nous souhaitons mettre en évidence les expériences positives de résistance non violente. Ensuite, le but est de faciliter le suivi des situations de violations des droits de la personne au Guatemala. En dernier lieu, il est également question de mettre en place une plateforme ou base de données accessible qui fournit des informations de qualité sur les droits humains au Guatemala. Pour l'année 2022-2023, le PAQG s'attend à développer le plein potentiel de cette carte interactive, ce qui inclut la collaboration avec d'autres organisations au Guatemala, comme l'intégration d'informations sur des cas accompagnés par ACOGUATE.



➔ *SOLIDARITÉ AVEC LES VICTIMES DU HOGAR SEGURO ET LE COLLECTIF 8 TIJAX*

En solidarité avec les filles victimes de la tragédie de Hogar Seguro et leurs familles, le PAQG a continué à renforcer la relation de travail avec le Collectif 8 Tijax. Des actions symboliques, un soutien à la diffusion de communiqués et des actions urgentes jusqu'au début d'une nouvelle phase de la relation entre les deux organisations ont eu lieu au cours de cette période. Cinq ans après le crime, il n'y a toujours pas de réponse du gouvernement guatémaltèque. En juin, l'audience de continuation de l'affaire est prévue devant les tribunaux. Pour cette raison, le PAQG et le Collectif travaillent à renforcer la sensibilisation et la pression citoyenne pour obtenir la justice et la fin de l'impunité. De ce fait, notre première fiche complète sur notre carte interactive web concerne ce cas en particulier.

Pendant la soirée du 7 mars 2017, afin de protester contre les maltraitances et les violences physiques et sexuelles dont les jeunes filles étaient victimes au foyer d'accueil Hogar Seguro Virgen de la Asunción dans le nord de la capitale du Guatemala, 56 jeunes filles se sont enfuies du centre. Le foyer d'accueil, Hogar Seguro, est soupçonné d'être à l'origine d'un réseau d'exploitation et de traite de mineur·es. Rattrapées pendant leur fuite par les policiers, les 56 jeunes filles ont été ramenées au centre Hogar Seguro. Elles ont ensuite été séquestrées dans une minuscule pièce pendant une nuit complète. Au matin du 8 mars, un incendie s'est déclenché dans la pièce où les 56 jeunes filles étaient toujours enfermées à clé. Aucun responsable ni policier n'ont ouvert la porte. 41 jeunes filles ont été retrouvées mortes et 15 jeunes filles ont été gravement blessées.

➔ *SOLIDARITÉ AVEC L'AVOCAT ESTEBAN EMANUEL CELADA FLORES*

En collaboration avec ACOGUATE et le CDHAL, le PAQG a entrepris une campagne de sensibilisation du public. Dans ce contexte, la vidéo « Tragédie Hogar Seguro au Guatemala, Dialogue avec l'avocat des Droits Humains, Esteban Celada » a été produite et publiée [11]. Cette vidéo fait partie d'une stratégie de communication comprenant une série d'actions de solidarité avec l'entourage, les victimes et/ou survivantes de la tragédie du Hogar Seguro et l'avocat Esteban Celada Flores ainsi que les causes qu'il accompagne. Esteban Celada est accompagné par ACOGUATE depuis 2019 notamment lors de ses parutions en cour pour le cas du Hogar Seguro.

[11] Projet Accompagnement Québec-Guatemala, *Tragédie Hogar Seguro au Guatemala, dialogue avec l'avocat des droits humains, Esteban Celada,* en ligne (YouTube : https://www.youtube.com/watch?v=Lo2T0vk4jYc), 13 avril 2022.

« Esteban Emanuel Celada Flores est un avocat et défenseur des droits de la personne, qui assure la représentation juridique des victimes dans des affaires à fort impact liées aux crimes contre l'humanité, au crime organisé, à la violence sexuelle, à la torture et au féminicide. Parmi les affaires emblématiques qu'il a traitées figure le cas Molina Theissen, Sepur Zarco et CREOMPAZ. Actuellement, parmi d'autres affaires, Esteban Celada représente les victimes dans l'affaire du "Hogar Virgen de la Asunción", où de hauts fonctionnaires de l'État sont accusés, et dans le féminicide d'Alejandra Ico Chub. Il est membre du Groupe de plaideurs contre la torture en Amérique latine pour lutter contre cette pratique dans la région et collabore avec différentes organisations de défense des droits de la personne telles que Mujeres Transformando el Mundo (Femmes transformant le monde). » (notre traduction). [12]

« En raison de son travail dans ce dossier (Hogar Seguro), Esteban Celada a reçu plus de 30 menaces contre sa vie et sa sécurité physique » (notre traduction) [13].

## Événements publics, conférences et ateliers

➔ *PRÉSENCE UNIVERSITAIRE*

Une présentation a été réalisée dans le cadre du cours « Mouvements autochtones transnationaux » à la faculté de sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal. La présentation a porté sur les processus de résistance non violents au Guatemala face aux projets extractivistes, la violence sociopolitique et le rôle des organisations internationales d'accompagnement.

.

[12] ACOGUATE, *¿A quiénes acompañamos?*, en ligne.
[13] ACOGUATE, Informe Anual 2020, publié le 8 avril 2021, en ligne, p. 12.

➔ *CONFÉRENCE PANCANADIENNE ANNUELLE « LA PAIX : AU-DELÀ DE L'ABSENCE DE GUERRE »*

En représentation du PAQG, le coordonnateur général a eu l'occasion de participer au panel intitulé « La construction féministe de la paix par le soutien aux moyens de subsistance et aux services sociaux » qui abordait les violences et le rôle des militantes en Amérique latine. Ce panel prenait place dans le cadre de la conférence pancanadienne annuelle, organisée par l'AQOCI et Activer le changement, autour de la question de la construction de la paix au-delà de l'absence de conflit. L'intervention mettait l'accent sur les façons dont les organisations de femmes, et les communautés, historiquement et actuellement vulnérables au Guatemala, résistent avec courage et créativité à un modèle culturel, économique et politique patriarcal, afin d'accéder à des services sociaux, à la souveraineté alimentaire, à la démocratie, et à la justice.

➔ *WEBINAIRES*

- Sur invitation du CISO et en collaboration avec le CDHAL et Miningwatch, le PAQG a co-organisé un atelier collectif à distance sur les mouvements de résistance à l'extractivisme, dans le cadre du Forum social mondial se déroulant au Mexique.

- Dans le cadre des JQSI [14], de la campagne du RCRCE et de la campagne de Développement et Paix qui a pour thème « Les gens et la planète avant tout », le PAQG a co-organisé avec le CISO, Développement et Paix et le CDHAL le webinaire sur le projet de loi sur la responsabilité sociale des compagnies canadiennes qui exercent des activités à l'étranger.

[14] Les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) proposent tout le mois de novembre des activités variées dans 12 régions du Québec. Elles sont coordonnées par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), un regroupement de 66 organismes québécois qui œuvrent à l'étranger et au Québec pour un développement durable et humain.
[15] NISGUA, *Perspectivas indígenas sobre el desplazamiento forzado y los sistemas de inmigración*, en ligne (Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=VGP9MpGSIOo), 14 juillet 2021.

Bajo nuestros propios términos: Perspectivas indígenas sobre el desplazamiento forzado y los sistemas de inmigración

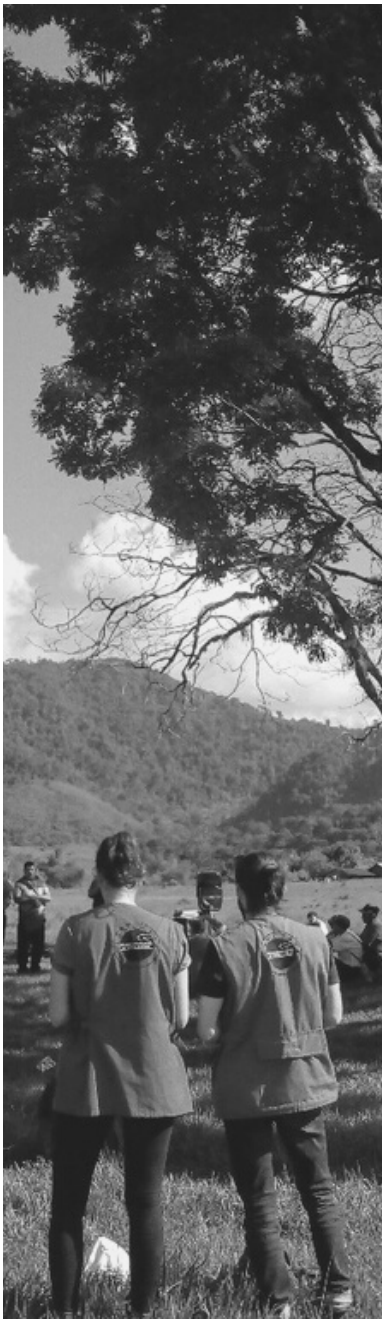
- Participation à la réalisation du webinaire "Perspectives autochtones sur les déplacements forcés et les systèmes d'immigration" [15], avec la participation comme panélistes de Floridalma Boj Lopez (Maya K'iche'), Gerónimo Ramírez (Maya Ixil), Natali Segovia (Quechua/Péruvienne).

## Travail en réseau

➔ Le PAQG a poursuivi sa participation au processus de l'AQOCI sur la création du lexique de solidarité internationale dans une perspective de décolonisation des savoirs, en engageant un dialogue avec des membres et divers partenaires des « Suds ».

➔ Sur la base d'un processus de confiance mutuelle, le PAQG et le collectif 8 Tijax ont développé un accord de soutien qui inclut un appui financier symbolique pour que le collectif puisse développer des activités en lien avec la commémoration du 8 mars et pour appuyer le processus de suivi et de pression nationale et internationale sur le procès pénal et administratif qui a lieu au Guatemala.

# VI. ACCOMPAGNEMENT ET VIE DÉMOCRATIQUE D'ACOGUATE



## L’état de l’accompagnement et observation internationale

ACOGUATE a pour mission d’offrir un accompagnement international aux personnes ou organisations guatémaltèques du mouvement social et des droits humains qui s'exposent à des risques pour leur vie, dus au travail qu’elles réalisent contre l’impunité et en faveur d’une société démocratique et pluriculturelle basée sur la justice sociale et le respect des droits humains.

ACOGUATE a été créé en tant que projet d'appui international en 2000. L’organisme, composé de cinq (5) comités de France, d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse et du Canada (Québec), opère sur le territoire national du Guatemala à travers une équipe basée à la capitale. ACOGUATE développe l'accompagnement sur deux (2) axes principaux:

1) Défense de la terre et du territoire ;
2) Accès à la justice.

Malgré les défis causés par l’utilisation abusive du droit pénal contre les défenseur·es des droits de la personne (criminalisation) et les menaces contre le travail d'ACOGUATE et de ses comités internationaux, incluant le PAQG, ACOGUATE a pu survivre et maintenir sa mission.

Les accompagnateur·trices sont déployé·es à la demande de ces organisations. Ce travail s'accompagne de campagnes internationales visant à rendre plus visible leur travail et les risques qu'ils encourent. À cet effet, l'accompagnement continue d'être offert à 19 communautés et défenseur·es, parmi lesquels nous citons : Coordinadora de Asociaciones y Comunidades para el Desarrollo Integral del Pueblo Ch'orti' (Coordinatrice des Associations et Communautés pour le Développement intégral du Peuple Ch'orti' - COMUNDICH), Communautés de San Pablo en résistance contre le projet HidroSalá, Angélica Choc et Germán Chub Choc, le Réseau des femmes Ixiles, Femmes de la communauté El Jute, Asociación de Familiares de Detenidos-Desaparecidos de Guatemala (Association des proches des détenus disparus du Guatemala - FAMDEGUA) Esteban Emanuel Celada Flores et plus.

Toutefois, les effets de la criminalisation ainsi que l'entrée en vigueur des réformes sur la loi sur les ONG continuent d'avoir un impact sur ACOGUATE et d'autres organisations. Au 30 juin 2022, l'avenir était incertain. L'utilisation abusive du droit pénal envers les défenseur·es et les organisations de la société civile s'inscrit dans une stratégie afin d'entraver leur travail de défense et protection des droits de la personne.

En raison de ce contexte d'incertitude sur la sécurité des participant·es d'ACOGUATE, les effets persistants de la pandémie et pour des raisons financières, le PAQG n'a pas été en mesure de recruter et envoyer des accompagnateur·trices pour la période.

## Les actions de solidarité en lien avec la criminalisation d'ACOGUATE

Les actions de solidarité avec ACOGUATE sont venues de divers secteurs de la société civile internationale. Parmi plusieurs, en voici quelques-unes :

➔ Une lettre adressée au Président du Guatemala par plus de 150 citoyen·nes du monde, parmi lesquels figurent les ami·es et partenaires du PAQG ;

➔ Des actions de pression et de dénonciation des organisations nationales guatémaltèques telles que FONGI et UDEFEGUA ;

➔ L'appui d'organisations internationales et réseaux d'organisations internationales telles que le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) ;

➔ Les communications avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et les actions de soutien ont contribué au travail de renforcement des relations avec les organisations de défense des droits humains au Guatemala et en général avec l'Amérique latine ;

➔ Au Québec, grâce au travail du MRIF et à travers l'équipe de la Direction Amérique latine et Antilles, le PAQG eut l'occasion de tenir une rencontre des Organisations de la coopération internationale du Québec (OCI) avec le consulat du Guatemala. L'objectif était d'échanger des informations sur le développement de la mission des OCI du Québec au Guatemala et l'importance des relations de solidarité internationale ;

➔ Un processus de rencontre et de dialogue ouvert a été entamé avec les représentations diplomatiques dans ce pays et l'équipe d'ACOGUATE, et ce, grâce aux espaces de dialogue avec AMC (et Silvia Cesaratto), facilités par le travail du GOPA (dont le PAQG est membre). Ainsi, l'Ambassade du Canada au Guatemala a efficacement renforcé les canaux de communication avec ACOGUATE. Malheureusement, les impacts de la diffamation, des menaces et de la criminalisation sur l'équipe d'ACOGUATE ont été dévastateurs. Le personnel a fait face à des niveaux très élevés de stress et certaines personnes ont dû quitter le pays. Le travail quotidien, ainsi que l'accompagnement des défenseurs des droits humains, a été affecté, laissant plus vulnérables les personnes qui participent à la défense de leurs droits au Guatemala. Dans ces circonstances, l'action de l'Ambassade du Canada au Guatemala a généré une plus grande tranquillité dans l'équipe de travail. À la fin de cette année d'activité, la situation d'agressivité et de pression sur le personnel d'ACOGUATE a considérablement diminué ;

➔ Le rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion et d'association pacifiques du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

**Malgré les efforts de solidarité des personnes et organisations susmentionnées, la criminalisation se poursuit. À cet effet, le bureau du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion et d'association pacifiques du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont adressé une communication dirigée au président Alejandro Giamattei. Dans celle-ci, le président est invité, en tant que chef du gouvernement guatémaltèque, à répondre à certaines questions afin de vérifier qu'il existe des garanties pour l'exécution du travail d'ACOGUATE.**

La réponse du gouvernement offre un certain soulagement dans la mesure où il n'y a pas de procédure officiellement ouverte pour sédition contre ACOGUATE ou ses dirigeants. Cependant, elle ne fournit pas d'informations sur les mesures concrètes pour garantir réellement le développement de la mission ACOGUATE et reste très vague.
La lenteur judiciaire a provoqué de grands obstacles administratifs pour ACOGUATE, puisque les organes administratifs guatémaltèques utilisent les plaintes à tort pour éviter de répondre aux demandes administratives d'ACOGUATE.

Qui plus est, la gestion administrative et la santé financière et organisationnelle ont beaucoup souffert. L'impact sur ACOGUATE est tellement important que le conseil d'administration et l'équipe doivent envisager la suspension des activités dans l'espoir de ne pas devoir mettre fin à plus de 20 ans de travail au Guatemala.

La solidarité et le soutien reçus ont été précieux pour ACOGUATE et ses comités. Les actions collectives ou individuelles sont devenues un message unique que le gouvernement guatémaltèque devait écouter : les organisations de défense des droits de la personne ne sont pas seules.

## Le PAQG dans la vie démocratique d’ACOGUATE

La participation du PAQG en tant que comité international d’ACOGUATE a pour objectif de fournir un appui institutionnel. Celui-ci est crucial compte tenu de la vulnérabilité des organisations de défense des droits de la personne et aux conditions précaires de garantie du droit à la liberté d'association et de défense des droits fondamentaux dans ce pays.

Le PAQG a deux rôles particuliers dans le cadre de la vie associative d’ACOGUATE : membre du conseil d'administration et membre du comité des ressources humaines.
En tant que membre du conseil d'administration, le PAQG participe aux réunions régulières tous les deux mois ou lorsque nécessaire en raison de situations spéciales ou d'urgences. Le PAQG est également impliqué dans la préparation et la réalisation de l'Assemblée générale annuelle des associés et soutient le suivi des plans et engagements d’ACOGUATE. En tant que membre du comité des ressources humaines, le PAQG fournit du soutien aux membres de l’équipe d’ACOGUATE lorsque des situations en lien avec le personnel le requièrent.

# VII. RETOUR SUR LES DÉFIS INTERNES

Malgré un ralentissement des problématiques en lien avec la pandémie de la COVID-19, ses conséquences ont continué à impacter le travail du PAQG. Des difficultés au niveau du recrutement et du maintien du personnel ont entraîné une précarité de main-d'œuvre au sein du PAQG. Nous croyons que cette situation pourrait être en lien la conjoncture économique globale, notamment aggravée par la situation mondiale découlant de la guerre en Ukraine. Dans ces circonstances, les Québécois·es et des Canadien·nes sont à la recherche d'un meilleur revenu. C'est aussi avec tristesse que notre coordonnateur général a commencé de nouveaux défis en mai 2022, mais il a heureusement pu faire une passation avec la nouvelle adjointe à l'administration. La rotation du personnel a également touché le poste de chargée des communications et du financement.

Les contraintes économiques se sont adoucies grâce à l'obtention du financement pour trois ans de la part du MRIF et aux contributions d'Inter Pares. Nous éprouvons cependant des défis en matière d'autofinancement, défis qui méritent des réflexions sur de nouvelles façons de garantir la poursuite des activités du PAQG.

Finalement, l'envoi des accompagnateur·trices continue d'être suspendu à cause des difficultés mentionnées au sein d'ACOGUATE. L'incertitude liée à la possibilité d'une suspension des activités chez le principal partenaire du PAQG entraînera également d'importantes réflexions sur l'avenir de l'accompagnement international ainsi qu'une réorientation des actions dans la prochaine année.

# BILAN FINANCIER 2021-2022

**Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)** 1

**Résultats**

**Exercice terminé le 30 juin 2022**

| | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Produits** | | |
| **Subventions** | | |
| Ministère des Relations internationales et Francophonie | | |
| *Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale* | | |
| Volet 1 - Appui à la mission globale | 80 000 $ | 60 000 $ |
| Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale - *Subvention salariale* | 157 | 11 161 |
| Subvention salariale temporaire | - | 804 |
| | 80 157 | 71 965 |
| **Autres apports** | | |
| Contribution Inter Pares | 1 500 | 1 500 |
| Dons | 1 367 | 2 190 |
| Autofinancement | 180 | 70 |
| | 3 047 | 3 760 |
| **Total des produits** | 83 204 | 75 725 |
| **Charges** | | |
| Salaires et charges sociales | 40 389 | 44 372 |
| Services professionnels - *Projet éducation* | 612 | 3 406 |
| Éducation, information et mobilisation | - | 200 |
| Accompagnement et stages internationaux | 2 980 | 1 000 |
| Honoraires professionnels | 4 787 | 4 686 |
| Loyer | 1 857 | 1 848 |
| Frais de bureau et assurances | 2 513 | 1 450 |
| Cotisations réseaux | 715 | 565 |
| Publicité et représentation | 264 | 282 |
| Téléphone | 305 | 308 |
| Internet et hébergement | 8 740 | 1 148 |
| Frais bancaires | 143 | 107 |
| **Total des charges** | 63 305 | 59 372 |
| **Excédent des produits sur les charges** | 19 899 $ | 16 353 $ |

**Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)** 3

**Bilan**

**Au 30 juin 2022**

| | 2022 | 2021 |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| **À court terme** | | |
| Encaisse | **84 553 $** | 71 324 $ |
| Subventions à recevoir | **-** | 123 |
| Créances *[note 4]* | **2 258** | 937 |
| Frais payés d'avance | **1 196** | 184 |
| | **88 007 $** | 72 568 $ |
| **Passif** | | |
| **À court terme** | | |
| Créditeurs *[note 5]* | **8 083 $** | 12 543 $ |
| **Actif net** | | |
| Grevé d'affectations internes *[note 3]* | | |
| Optimisation du systéme informatique et du site web | **10 000** | - |
| Stabilisation des ressources humaines | **9 000** | - |
| Projet d'éducation | **5 000** | - |
| Non grevé d'affectations | **55 924** | 60 025 |
| | **79 924** | 60 025 |
| | **88 007 $** | 72 568 $ |

# COMMENTAIRES

À sa réunion du 25 octobre 2022, le conseil d'administration a résolu d'affecter les sommes suivant : 10 000 $ pour l'optimisation du système informatique et du site web, 9 000 $ pour la stabilisation des ressources humaines et 5 000 $ pour le projet d'éducation. L'actif net grevé d'affectations internes se détaille comme suit :

| | Solde au 30 juin 2021 | Affectation | Utilisation | **Solde au 30 juin 2022** |
|---|---|---|---|---|
| Optimisation du systéme informatique et du site web | - $ | 10 000 $ | - $ | **10 000 $** |
| Stabilisation des ressources humaines | - | 9 000 | - | **9 000** |
| Projet d'éducation | - | 5 000 | - | **5 000** |
| | - $ | 24 000 $ | - $ | **24 000 $** |

# IMPLIQUEZ-VOUS!

**DEVENEZ MEMBRE**

En adhérant fièrement au PAQG à titre de membre, vous appuyez l'organisme en plus d'avoir la possibilité de participer à sa vie démocratique! Coût des cotisations annuelles:

➔0$ membre étudiant ou personne qui désire devenir membre, mais qui n'est pas en mesure de payer pour le moment ;
➔10$ membre bénévole ;
➔20$ membre sympathisant.e ;
➔50$ membre institutionnel

Visitez notre site web pour remplir le formulaire d'adhésion!

**FAITES UN DON**

Faites un don au PAQG! Ponctuel ou récurrent, ce soutien compte pour la réalisation de notre mission! Des reçus de charité peuvent être délivrés pour les dons de plus de 20 $ acheminés par chèque ou versés en ligne.

*Comment donner?*

- En personne en argent comptant ; ou
- En ligne sur notre site web

# REMERCIEMENTS

L’équipe du PAQG reconnaît et remercie, en premier lieu, toutes les personnes qui font partie de ce grand processus citoyen pour la promotion et la défense des droits de la personne au Guatemala. Nous remercions également les organisations et les communautés au Guatemala qui font partie du grand réseau de lutte pacifique pour la paix et la justice sociale au Guatemala. Nous soulignons également le travail des organismes de défense des droits de la personne et de coopération internationale du Québec, du Canada et du monde entier – et de manière particulière ceux mentionnés dans ce rapport. Sans leur collaboration et leur solidarité, le développement de la mission du PAQG serait impossible.

Nous ne pouvons oublier de remercier les membres du conseil d'administration, les membres bénévoles, les ancien·nes accompagnateur·trices, les personnes qui ont fait partie de l'équipe de travail et tout ce vaste réseau d'ami·es du PAQG qui se sont, de près ou de loin, engagé·es dans la mission du projet. Aussi, une mention spéciale pour les personnes qui connaissent une implication de longue date au PAQG. À Marie-Dominik Langlois, Annie Pelletier, Étienne Roy-Grégoire et notre comptable Elyse Blackburn, un énorme merci pour toutes ces années de soutien, de lutte et d’activisme dans l’organisme. C’est grâce à vous que le PAQG continue sa mission.

Aussi, il faut remercier nos partenaires financiers, sans qui nous ne pourrions pas mener nos activités. Nous remercions spécialement le ministère des Relations internationales et de la Francophonie, le ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale et finalement, Inter Pares.

Un merci spécial à ACOGUATE et aux comités internationaux pour tout ce travail formidable développé au milieu de tant de difficultés et de défis.

En toute solidarité,

L’équipe du PAQG.